

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1920.

PROJET DE LOI SUR LES PENSIONS (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BUYL.

MESSIEURS,

Le projet de loi a été adopté à l'unanimité dans toutes les sections. Nous examinerons ci-après les observations dont il a fait l'objet en y ajoutant les réflexions que nous a suggérées son examen.

EXAMEN DU PROJET DE LOI EN SECTIONS.

En première section un membre a préconisé des mesures d'ensemble et l'organisation d'une caisse unique de pensions pour tous les pensionnés.

Un autre membre a fait observer que si les fonds des Caisses de Pensions étaient remis à des Sociétés, ils donneraient des pensions beaucoup plus élevées que sous le régime actuel.

Ces membres semblent ne pas s'être rendus un compte exact de la situation.

En effet, toutes les pensions de retraite des fonctionnaires de l'État sont à charge du Trésor public sans que les intéressés aient eu à subir des retenues sur leur traitement pour constituer leur allocation de retraite.

D'autres pensions, notamment celles des membres du personnel enseignant et du personnel administratif de l'enseignement communal sont à charge de l'État, de la Province et de la Commune.

La caisse des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes ainsi que la caisse de prévoyance des Secrétaires communaux sont constitués par des prélèvements opérés sur les salaires et les traitements.

Il en est de même des caisses des veuves et des orphelins établis en exécution de la loi du 20 juin 1844.

(1) Projet de loi, n° 158.

(2) La Section centrale, présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Cousot, Donnay, Golenvaux, Ramaekers, Buyl, Ozeray.

Parmi ces caisses, il en est une, celle des veuves et des orphelins des professeurs et instituteurs communaux, instituée par la loi du 16 mai 1876, qui a reçu les fonds disponibles des anciennes caisses de prévoyance dissoutes par la même loi, moyennant quoi elle devait payer les charges assumées par ces anciennes caisses. Mais ces fonds n'ont pas suffi à régler ces charges et l'État, les Provinces et les communes sont intervenus et paient encore aujourd'hui les parts de pension incombant à ces anciennes caisses.

Comme on le voit, le problème dont il s'agit est extrêmement complexe et il faudrait se livrer à de longues études scientifiques et à de laborieux travaux d'actuaire pour arriver à une refonte complète des lois qui régissent la matière. Il ne faut pas oublier, comme un membre l'a fait judicieusement remarquer, qu'il y a dans le pays plus de 48,000 pensionnés appartenant aux catégories les plus diverses. Un grand nombre d'entre eux sont dans une situation pitoyable. Si la revision des pensions devait être longue, beaucoup seraient morts sans avoir bénéficié de la loi.

Il conviendrait donc d'aller au plus pressé.

En deuxième Section, un membre a agité la question du droit strict des fonctionnaires à la pension et à émis l'avis qu'il y avait lieu de prévoir aux budgets des crédits spéciaux de secours pour les pensionnés qui se trouvent dans une situation difficile, car, a-t-il fait remarquer, il y a des pensionnés qui ne sont pas dans ce cas.

Nous répondons que s'il est exact que la pension n'est pas accordée en vertu d'un droit absolu dans le sens rigoureux du mot, puisque l'État peut toujours refuser l'admissibilité à la pension, il n'en est pas moins vrai que ce refus ne se produit que dans des cas très exceptionnels. On reconnaît généralement que l'État a pour devoir d'assurer les vieux jours de ses fonctionnaires en récompense des services rendus à la Patrie. Ce devoir nous paraît impérieux lorsque des prélèvements ont été opérés sur les traitements ou les salaires en vue de la constitution d'une pension de retraite.

En ce qui concerne la pension des veuves, un membre a émis l'opinion qu'elle se justifie par le fait que le fonctionnaire a pour devoir de pourvoir aux moyens d'existence de sa femme. Il en a conclu que dès l'instant où un nouveau mari se substitue au premier, le motif de la pension n'existe plus.

En réponse à cette observation, nous tenons à signaler que le droit de la veuve de conserver sa pension lorsqu'elle se remarie existe dans la plupart des pays de l'Europe, notamment en France, où elle ne perd ce droit que lorsqu'elle se marie à un étranger et partant, lorsqu'elle cesse d'être Française.

En troisième section, le projet de loi n'a donné lieu à aucune observation importante.

En quatrième section, un membre a estimé que la disposition de l'article 9 prévoyant un supplément de pension de 200 francs, pour chaque enfant au-delà de trois devrait être appliquée aux veuves des sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie et que ce supplément devrait être accordé pour tous les enfants, même quand il y en a moins de trois.

En cinquième section, un membre a signalé :

1° Que le projet est muet, en ce qui concerne les mesures que l'équité commande de prendre dans le but d'augmenter les traitements d'attente ;

2° Que certains agents, notamment les instituteurs et les secrétaires communaux touchent actuellement un traitement inférieur au traitement fictif qui est prévu par le projet et, en conséquence, que ces agents jouiront d'une pension inférieure à celle des anciens pensionnés.

Pour remédier à ces anomalies, ce membre a proposé de demander à la Section Centrale d'insérer dans le projet de loi la disposition suivante :

« 1° Les traitements d'attente sont révisés d'après les mêmes règles que les pensions civiles ;

» 2° le traitement fictif au 31 décembre 1918 sera, éventuellement, substitué à tout traitement inférieur touché après cette date dans les mêmes fonctions.

La 5^e Section a été unanime pour appuyer ce vœu et pour le transmettre à la Section Centrale.

La proposition tendant à la révision des traitements d'attente cadre parfaitement avec le projet de loi qui est soumis à notre examen. En effet, la loi du 31 mars 1884 relative aux dispositions complémentaires de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins, loi qui, elle-même, est basée sur celle du 21 juillet 1844, règle les traitements d'attente de ces agents.

Un membre de la 5^e Section a demandé de poser au Gouvernement la question de savoir quelles seraient les charges financières résultant pour l'Etat de l'application du projet de loi.

Enfin, dans toutes les Sections, des membres se sont préoccupés de la nécessité de faire en sorte que les pensionnés puissent bénéficier le plus tôt possible des avantages de la loi.

Cette préoccupation est légitime et il importe de prendre des mesures pour que satisfaction y soit donnée.

EXAMEN DU PROJET DE LOI EN SECTION CENTRALE

En Section centrale, le projet de loi n'a guère donné lieu à discussion. Tous les membres ont été dominés par le désir de hâter le vote du projet afin d'améliorer sans tarder la situation vraiment digne de pitié de la très grande majorité des pensionnés.

C'est pour arriver à ce résultat que des membres ont renoncé à leur intention de déposer une série d'amendements tendant à faire disparaître certaines anomalies et à combler certaines lacunes qui existent dans la législation réglant les pensions militaires et civiles. Ils ont annoncé leur intention d'user ultérieurement de leur initiative parlementaire.

Voici les quelques amendements sur lesquels la Section Centrale a eu à se prononcer :

A l'article premier un membre a proposé d'ajouter au littéra A, de l'ar-

ticle 6 de la loi du 21 juillet 1844, les mots « ou pour motif patriotique » et, partant, de rédiger cette disposition comme suit : « sera compté double, le temps pendant lequel les magistrats, fonctionnaires et employés ont été emprisonnés ou déportés pour motif patriotique ou pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions », la Section centrale propose à la Chambre d'appliquer la même disposition aux membres du clergé rétribués par le Trésor public et, en conséquence, d'ajouter ces mêmes mots à l'alinéa qui complète le 1^{er} alinéa de l'article 22 de la loi.

Ces amendements sont adoptés à l'unanimité.

* * *

La liquidation des pensions dans la supputation desquelles entrent des services divers, successifs ou simultanés, a donné lieu à des difficultés nombreuses et à des opinions divergentes entre les Départements ministériels et la Cour des comptes. Celle-ci a insisté fréquemment pour que la Législature intervienne et trace des règles précises pour la liquidation des pensions de l'espèce.

Le projet du Gouvernement propose d'insérer dans la loi une disposition portant : « En cas de cumul de deux ou plusieurs fonctions, les traitements cumulés entreront en ligne de compte, dans la liquidation de la pension. » La Section centrale pense que cette disposition est insuffisante et elle s'est demandé s'il ne conviendrait pas de la compléter par l'amendement suivant :

» Ajouter à l'article 8 de la loi de 1844, l'article 8^{bis} ci-après :

» ART. 8^{bis}. — En cas de services successifs admissibles, en matière de pension, sur des bases différentes, la pension de chacun de ceux-ci se liquide d'après la durée de chaque fonction et d'après les bases qui lui sont propres.

» En cas de cumul de fonctions durant tout ou partie des cinq dernières années de service, les pensions à coefficients différents se liquident distinctement d'après les règles propres à chaque nature de service et d'après la durée particulière à chacun de ceux-ci.

» Il est tenu compte, pour chaque espèce de services de la moyenne du traitement qui en a rémunéré les dernières années. Pour le calcul de cette moyenne, on remonte si possible jusqu'à cinq ans, mais jamais au-delà ».

* * *

A l'article 3, un membre a proposé de reviser les pensions des ministres des cultes, d'après les mêmes règles que les pensions des agents de l'État et, partant, de majorer fictivement leurs traitements par tranches de mille francs au lieu de par tranches de 500 francs.

Cette proposition n'a pas été admise.

Ont été rejetés également les trois amendements suivants parce qu'ils tendent à modifier les bases du régime des pensions :

1° les instituteurs laïcs des écoles adoptables obtiendront à charge de

l'État une pension égale à celle des instituteurs communaux et adoptés. (Actuellement, en vertu de la loi du 10 mai 1912, article 7, paragraphe 1, la pension d'un instituteur d'une école adoptable est fixée à $\frac{3}{5}$ du taux calculé d'après les dispositions légales. Elle est exclusivement à charge de l'État. Les pensions conférées aux instituteurs communaux et adoptés sont payées à raison de $\frac{2}{5}$ par la commune, $\frac{1}{5}$ par la province et $\frac{2}{5}$ par l'État.)

2° Les instituteurs qui sont admis à la retraite entre le 1^{er} janvier 1920 et le 31 décembre 1923, ont droit à une pension calculée sur le traitement le plus favorable ;

3° La pension des instituteurs sera calculée en tenant compte des années passées dans les collèges et autres établissements libres, dans les écoles dépendant du Ministère de la Justice, dans les classes payantes et dans les écoles gardiennes ;

4° Dans la supputation des années de service en vue du calcul de la pension, le diplôme de l'instituteur primaire comptera pour quatre années.

Pour les motifs qui ont été invoqués à la 3^e Section, la Section centrale s'est ralliée aux propositions suivantes :

« L'article 4 sera complété comme suit : « Le traitement fictif au 31 décembre 1918 sera substitué à tout traitement inférieur touché après cette date, dans les mêmes fonctions ».

La disposition suivante est ajoutée à l'article 4 :

« Les traitements d'attente seront révisés d'après les mêmes règles que les pensions civiles ».

A l'article 9, la Section centrale, d'accord avec un vœu émis à la 4^e Section, propose d'accorder aux veuves et orphelins des officiers de l'armée et des sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie, un supplément de pension de 200 francs pour chaque enfant.

*
* *

A l'article 10 du projet prévoyant des avances à valoir sur les augmentations de pensions que la loi nouvelle accordera aux pensionnés, un membre a proposé de disjoindre cet article du projet et d'en faire une loi spéciale, mais en présence de l'observation qu'il serait beaucoup plus expéditif de voter immédiatement le projet de loi afin de faire entrer l'article 10 immédiatement en vigueur et d'améliorer ainsi, sans plus tarder, le sort des pensionnés, la proposition de disjonction a été retirée.

La Section centrale s'est ralliée à l'article 10, à condition que le montant des avances prévues soit basé sur une quotité du montant de la pension inscrit au brevet. Voici les motifs qui ont déterminé la Section centrale à prendre cette résolution :

Comme les augmentations de pension ont pour base initiale le traitement moyen des cinq dernières années, on devra recourir aux dossiers des pensions pour établir le montant des avances à consentir. Or, parmi ces dossiers, bon nombre se trouvaient dans les greniers poussiéreux des ministères que les troupes ennemies ont mis, dans la suite, dans un bien triste état.

Il faudra, dès lors, reconstituer les dossiers disparus ou égarés et dresser des états collectifs des avances à faire.

D'autre part, il est probable que le département des finances, intervenant dans la liquidation des avances, exigera que les états de liquidation soient soumis au visa de la Cour des Comptes, d'où obligation de les appuyer de pièces justificatives. Tout cela prendra du temps et nécessitera de multiples écritures.

C'est pour ces raisons que la Section Centrale est d'avis qu'il y a lieu de recourir à un système d'avances n'exigeant pas la consultation ou la reconstitution des dossiers de pension.

Tout titulaire de pension est en possession d'un brevet indiquant le montant de sa pension. Ce chiffre ne souffre ni examen ni discussion; il est irrévocablement acquis.

La Section Centrale demande que les avances à faire, en attendant la liquidation des augmentations des pensions qui seront votées par les Chambres, soient basées sur les chiffres inscrits aux brevets de pension.

Un arrêté royal déterminerait, d'après le chiffre de la pension porté au brevet, ce qui pourrait être payé aux titulaires de pensions, à titre d'avance, en attendant la revision de la pension ancienne.

Les allocations provisionnelles à valoir sur les augmentations seraient payées par quart, en même temps que la pension proprement dite.

D'après la Section centrale, ces avances pourraient être fixées comme suit :

Pour les pensions de moins de 2,000 francs, à la totalité de la pension ;

Pour les pensions de 2,001 à 3,000 francs, aux $\frac{4}{5}$ de la pension avec minimum de 2,000 francs ;

Pour les pensions de 3,001 à 4,000 francs, aux $\frac{3}{4}$ de la pension avec minimum de 2,400 francs ;

Pour les pensions de 4,001 à 5,000 francs, aux $\frac{2}{3}$ de la pension avec minimum de 3,000 francs ;

Pour les pensions au delà de 5,000 francs, à la moitié de la pension, sans pouvoir dépasser 3,600 francs.

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

M. le Ministre des Finances a fait parvenir à la Section centrale les amendements ci-après :

I.

Intercaler ce qui suit dans le texte de l'article premier, page II, après l'antépénultième alinéa :

« L'article 11 est remplacé par la disposition suivante :

» ART. 11. — La moyenne est limitée à une fraction du traitement réel, à
» l'exclusion de toute indemnité, pour la pension des membres du corps
» diplomatique et du corps consulaire, ainsi que pour la pension des autres

- » agents du service extérieur ressortissant au Ministère des Affaires étrangères :
- » gères :
- » Cette fraction est fixée :
- » 1° aux $\frac{2}{3}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 30,000 francs,
- » pour les Ambassadeurs et les Envoyés extraordinaires et Ministres plénipotentiaires de 1^{re} classe ;
- » 2° aux $\frac{3}{4}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 26,000 francs, pour les Envoyés extraordinaires et Ministres plénipotentiaires de 2^e classe et les Consuls généraux ;
- » 3° aux $\frac{4}{5}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 22,000 francs, pour les Conseillers de Légation ;
- » 4° aux $\frac{5}{6}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 18,000 francs, pour les Consuls ;
- » 5° aux $\frac{6}{7}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 15,000 francs, pour les premiers drogmans et premiers interprètes, les secrétaires de légation de première classe, les chanceliers, les drogmans et les interprètes ;
- » 6° aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel sans pouvoir excéder 12,000 francs, pour les vice-consuls ;
- » 7° aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 10,000 francs, pour les secrétaires de légation de 2^e classe ;
- » 8° aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 8,000 francs, pour les attachés, les élèves et interprètes, les commis de chancellerie et les chanceliers adjoints.
- » Si, au cours des cinq dernières années, l'agent a occupé des grades différents, le traitement moyen est déterminé en ayant égard à la limitation établie ci-dessus pour chacun de ces grades ».

LÉON DELACROIX.

II.

A l'article 9, substituer au premier et quatrième alinéas les textes ci-après, savoir :

Alinéa 1 : « L'article 1^{er} de la loi du 27 mai 1870 relative à la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée est remplacé par la disposition suivante :

» Les revenus de la caisse des veuves et orphelins établie pour les officiers de l'armée et les fonctionnaires militaires par l'arrêté du prince souverain des Pays-Bas, en date du 14 janvier 1815, seront déterminés par arrêté royal ».

Alinéa 4. — Les pensions, les suppléments de pension et les secours qui seront liquidés au profit des femmes et des enfants d'officiers en activité de service lors de la mise en vigueur de la présente loi, seront augmentés sur les mêmes bases, à raison du grade occupé au 1^{er} octobre 1919 et en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant la date précitée et augmenté de 12 ans par rapport à celui écoulé depuis lors jusqu'au décès ou la retraite.

Les parts de secours qui seront liquidées au profit des femmes et de gendarmes en activité de service lors de la mise en vigueur de la présente loi, seront augmentées comme il est dit ci-dessus, en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant le 1^{er} octobre 1919 par rapport à celui écoulé depuis lors jusqu'au décès ou jusqu'à la retraite.

LÉON DELACROIX.

La Section Centrale se rallie à ces amendements.

QUESTIONS POSÉES PAR LA SECTION CENTRALE AU GOUVERNEMENT.

1. M. le Ministre des Finances ne pourrait-il faire connaître à la Section centrale quelles seront approximativement les charges financières résultant pour l'État de l'application de ce projet ?

RÉPONSE : Le projet de loi n'exercera son influence que sur les pensions en cours et sur celles qui auraient encore eu normalement pour base partielle des traitements auxquels le relèvement général n'a pas été effectivement appliqué. Les autres pensions subiront, en dehors de son influence, un accroissement équivalent par le fait qu'elles seront liquidées exclusivement sur des traitements relevés.

Dans l'état actuel des choses, la charge supplémentaire à résulter du projet de loi peut être évaluée — pour autant qu'une supputation, sans éléments certains, soit possible — de 30 à 35 millions l'an, mais elle diminuera chaque année grâce à l'extinction des pensions.

2. Aux termes de l'article 54 de la loi du 11 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, les pensions des veuves ne peuvent dépasser la moitié du traitement du défunt, ni un maximum de 4,000 francs.

Reconnaissant que, dans les circonstances actuelles, ces limitations ne peuvent plus être maintenues, le Gouvernement les abroge dans son projet pour les pensions en cours, mais pour l'avenir il ne les abroge qu'à l'égard des caisses où les pensions sont calculées d'après la moyenne des traitements de toute la carrière soumis aux retenues ou d'après le montant des retenues perçues sur les traitements et les pensions.

A notre connaissance, une seule caisse, celle de la Justice calculerait d'après ces bases le taux de la pension des veuves. S'il en était ainsi, le projet de loi créerait un véritable privilège en faveur des veuves ressortissant à la caisse du département de la Justice et commettrait une injustice à l'égard des veuves des fonctionnaires de nos départements dont les commissions de caisse n'ont pas fait admettre le système de la Justice.

La Section Centrale demande au Gouvernement s'il n'estime pas qu'il y aurait lieu de déposer un amendement tendant à abroger purement et simplement les limitations inscrites dans l'article 54 et à permettre éventuelle

ment au Gouvernement de fixer tels maxima qu'il pourrait juger utile pour permettre aux Commissions de caisse d'équilibrer leur budget ?

RÉPONSE : L'exposé des motifs, page 6, indique la raison qui milite en faveur du maintien des maxima dans le cas où les statuts des caisses établissent les pensions d'après le traitement moyen des cinq dernières années.

Dans ce cas, pour profiter de la suppression des maxima, il suffira de reviser les statuts par l'adoption d'un mode de calcul qui mette les pensions en rapport avec les retenues dont elles sont le prix. Mais l'abrogation pure et simple de l'article 54 de la loi du 21 juillet 1844 aurait pour conséquence de rendre moins urgente pour les affiliés la revision des statuts et, par le fait même, elle serait de nature à en retarder la réalisation.

3. Les pensions de retraite, pour ancienneté de service, des militaires ayant pris part à la campagne 1914-1918 sont-elles concédées en vertu de dispositions antérieures à la loi du 23 novembre 1919, ou en vertu de dispositions de cette loi elle-même ?

RÉPONSE : La loi du 23 novembre 1919 précise en son article 1^{er} que ses dispositions sont applicables aux droits à la pension qui se sont ouverts à partir du 1^{er} août 1914 ou qui s'ouvriront à l'avenir.

Partant, les pensions militaires d'ancienneté à allouer aux militaires qui ont pris part à la campagne seront concédées en vertu des dispositions de la loi du 23 novembre 1919.

4. Les militaires qui entrent actuellement à l'armée seront-ils pensionnés en vertu de dispositions antérieures à la loi du 23 novembre 1919, ou en vertu de dispositions de cette loi elle-même ?

RÉPONSE : Les militaires dont il s'agit seront pensionnés en vertu de la loi du 23 novembre 1919, qui sera modifiée pour eux par le projet de loi visé au paragraphe 7, B, ci-dessus.

5. a) Les articles 7 et 8 du projet de loi sur les pensions (n° 158) ne visent-ils que les militaires n'ayant pas fait la campagne, et pensionnés avant le 1^{er} août 1914 ?

RÉPONSE : Les articles 7 et 8 du projet de loi ne visent que les pensions concédées avant le 1^{er} août 1914.

b) Éventuellement en quoi ces articles s'appliquent-ils aux militaires ayant fait la campagne 1914-1918 ?

RÉPONSE : Ces articles ne s'appliquent en quoi que ce soit aux militaires ayant pris part à la campagne.

La commission a disjoint les pensions d'avant guerre, de celles de guerre et comme conséquence de cette décision, le Ministère de la Défense nationale s'est vu dans l'obligation d'élaborer un projet de loi s'appliquant exclusivement aux militaires ayant pris part à la campagne et à ceux qui seront pen-

sionnés dans l'avenir. Ce projet, plus avantageux que celui élaboré par la commission interministérielle, sera déposé le 27 ou le 28 courant par M. le Ministre de la Défense nationale.

c) Eventuellement en quoi ces articles s'appliquent-ils aux militaires n'ayant pas fait la campagne 1914-1918 et à pensionner dans l'avenir ?

RÉPONSE : Voir émargement du paragraphe 7, a.

6. La loi du 23 novembre 1919 n'a-t-elle pas supprimé toutes les dispositions antérieures concernant les pensions militaires ?

Eventuellement lesquelles ont subsisté ?

RÉPONSE : La loi du 23 novembre 1919 dit en son article 68 : « La présente »
» sente loi modifie ou abroge pour les cas qu'elle prévoit, toutes les disposi- »
» tions légales antérieures relatives aux droits à la pension militaire. Toutes »
» les dispositions antérieures seront appliquées aux militaires ayant fait la »
» campagne, chaque fois qu'elles leur seront plus avantageuse. »

Voir émargement, paragraphe 8, a.

7. Le dernier alinéa de la page IV du projet porte :

« L'article 55 de la loi enlevant à la veuve qui se remarie, ses droits à la »
» pension et la loi du 18 décembre 1857 conservant à la veuve sans enfant, »
» qui se remarie, la moitié seulement de sa pension, sont abrogés. »

Le Gouvernement ne pense-t-il pas que cette abrogation est trop large, trop étendue ? N'estime-t-il pas que lorsque la mère qui se remarie ne conserve pas la tutelle ou la garde de ses enfants, ceux-ci ne devraient pas pouvoir être réduits à ne toucher que les accroissements (2 p. c.)

Ne croit-il pas qu'il y aurait lieu d'amender la disposition en question et de la rédiger comme suit :

« La veuve avec ou sans enfants qui se remarie conserve la totalité de sa »
» pension. Toutefois, si elle n'a pas la garde ou la charge de ses enfants »
» pensionnables, sa pension est diminuée temporairement de la somme néces- »
» saire pour fournir à ces enfants une rente égale à la pension à laquelle ils »
» peuvent prétendre comme orphelins de père et mère ou comme enfants »
» infirmes. »

RÉPONSE : L'amendement proposé aboutirait en certains cas, notamment dans l'hypothèse de l'existence d'au moins trois enfants, à priver temporairement la veuve de la plus grande partie de sa pension. La veuve peut, d'ailleurs, refuser la tutelle sans qu'il y ait lieu de lui en tenir rigueur.

Les intérêts des enfants sont suffisamment protégés par les dispositions statutaires des caisses, ainsi que le rappelle l'exposé des motifs, page 6 5° alinéa.

8. — Pour quel motif la revision des pensions proposée calcule-t-elle la majoration à accorder en appliquant l'échelle dégressive d'augmentation aux

traitements servant de base aux calculs au lieu de l'appliquer aux pensions elles-mêmes.

RÉPONSE : Les deux systèmes aboutissent à des résultats sensiblement différents. Un exemple fera saisir la portée de la remarque.

Un agent comptant 30 années de service au moment de sa mise à la retraite a droit, par hypothèse, à une pension égale à 30/60 ou à la 1/2 de la moyenne du traitement des cinq dernières années, moyenne que l'on suppose être de 6,000 francs. La pension est donc de 3,000 francs.

Si l'on applique l'échelle du relèvement des traitements directement sur le montant de la pension existante la pension nouvelle serait portée à 6,900 francs, tandis que, dans le système du projet de loi, le traitement de 6,000 francs étant fictivement relevé à 11,000 francs, la pension nouvelle ne serait que de 5,500 francs.

Cet exemple fait ressortir que, pour maintenir une égalité parfaite entre les pensionnés actuels et les pensionnés futurs, il faut nécessairement s'en tenir au système du projet de loi.

REMARQUES DE LA SECTION CENTRALE AU SUJET DES RÉPONSES DU GOUVERNEMENT.

Les réponses du Gouvernement aux questions ci-dessus donnent lieu aux observations suivantes sur lesquelles la Section centrale croit devoir attirer l'attention de la Chambre :

Question 2 :

On peut se demander jusqu'à quel point la Législature reste dans son rôle en voulant, par une mesure législative indirecte, forcer la main aux commissions de veuves et orphelins pour les amener à modifier leurs statuts dans un sens déterminé.

Question 3, 4 5 et 6 :

La procédure adoptée est-elle bien conforme aux méthodes normales de législation ?

En effet, les pensions civiles à concéder dans l'avenir ont été automatiquement majorées par la revision des traitements de base, ces pensions étant proportionnelles aux traitements.

En ce qui concerne les pensions militaires, l'exposé des motifs du projet de loi que nous examinons disait en conclusion : « L'accroissement des traitements militaires n'entraîne donc pas un accroissement correspondant des pensions », car les pensions militaires ne sont pas calculées d'après les traitements, mais dépendent uniquement du nombre d'années de service et du coefficient fixé arbitrairement pour chaque grade.

Nous avons remarqué, et c'est ce qui avait provoqué nos questions 3, 4, 5 et 6, que les pensions militaires concédées après le 1^{er} août 1914 et toutes celles à concéder dans l'avenir n'étaient pas modifiées par les dispositions du présent projet de loi.

La loi du 23 novembre 1919 majorant les pensions des militaires ayant fait

la guerre reste donc d'application. Comme cette majoration est inférieure aux majorations concédées par la présente loi aux militaires pensionnés avant la guerre, les dispositions qui vous sont proposées par le Gouvernement avaient pour conséquence de rendre les pensions des militaires ayant fait la guerre identiques à celles des militaires n'ayant pas fait la guerre.

La loi du 23 novembre 1919 qui témoigne la gratitude de la Nation aux combattants se trouve donc supprimée en fait, tant que le Parlement n'aura pas voté de dispositions, dont le Gouvernement, dans le projet actuel, n'annonçait pas le dépôt.

Ainsi qu'on peut le constater par la réponse à nos questions, un projet de loi spécial corrigera cette situation.

La Section centrale estime qu'il eût été désirable de voir déposer sur le Bureau de la Chambre, en même temps que le présent projet de loi, celui réglant les pouvoirs militaires concédés et à concéder après le 1^{er} août 1914.

*
* *

La Section centrale croit de son devoir de faire observer également que les pensions militaires ne sont pas augmentées dans les mêmes proportions que les pensions civiles.

Le tableau ci-après indiquant la proportion entre les majorations qui y ont été apportées et les majorations des traitements et soldes qui ont été révisés dans une mesure très voisine de l'interministérielle le montre clairement.

GRADES.	Traitements en 1914.	Traitements en 1920.	Majoration des traitements p. c. = majoration proposée pour les pensions civiles.	Majoration de pension proposée par le gouverne- ment p. c.	Différence en p. c. en faveur des officiers.	Pension 1914.		Différence en francs, en faveur des officiers, entre les pensions militaires révisées et les pensions civiles.	
						Médium 30 ans de service.	Maximum 40 ans de service.		
								Médium.	Maximum.
Sous-lieutenant	2,500	6,120	144.8	95	-49.8	1,500	2,000	-747.00	-996.00
Lieutenant (maximum) .	3,400	7,560	122.3	95	-27.3	1,800	2,400	-491.40	-655.20
Capitaine id.	4,000	8,520	113.0	85	-28.0	2,160	2,880	-604.80	-806.40
Commandant id.	5,600	10,440	86.4	85	-1.4	2,430	3,240	-34.00	-45.36
Major	6,300	12,000	91.1	75	-16.1	2,925	3,900	-470.92	-627.9
Lieutenant-colonel. . .	7,100	13,200	87.3	65	-22.3	3,525	4,700	-786.07	-1048.1
Colonel.	9,500	16,200	70.5	60	-10.5	4,225	5,660	-435.72	-594.3
Général-major.	12,700	19,800	55.9	55	-0.9	5,100	6,800	-45.90	-61.2
Lieutenant-général . .	18,000	26,400	46.8	50	+3.2	6,150	8,200	+196.80	+262.4

Le projet de loi pour être aussi généreux pour les militaires que pour les civils aurait dû majorer les pensions

de 70 p. c.	au lieu de 60 p. c.	pour les colonels;
» 85 p. c.	» 65 p. c.	» lieutenants-colonels;
» 90 p. c.	» 75 p. c.	» majors;
» 105 p. c.	» 85 p. c.	» capitaines-commandants;
» 115 p. c.	» 85 p. c.	» capitaines;
» 125 p. c.	» 95 p. c.	» lieutenants;
» 145 p. c.	» 95 p. c.	» sous-lieutenants.

Le projet n'est favorable qu'aux lieutenants-généraux; il est défavorable aux officiers de tous les autres grades et la perte infligée va jusqu'à 1,048 francs pour un lieutenant-colonel ayant 40 ans de service.

Pour le grade de capitaine-commandant la différence est minime (45 fr.), alors qu'elle est beaucoup plus forte pour les grades voisins (806 et 628 fr.). Cette situation résulte de la mauvaise revision du barème des officiers; elle met en évidence que l'augmentation du maximum du traitement de commandant eût dû être de 100 ou 105 p. c. pour être en harmonie avec le reste du barème. C'est ce qui est d'ailleurs prouvé aussi par le fait que ce maximum est inférieur à ce qu'il serait devenu par application pure et simple de l'interministérielle.

Des membres de la Section centrale se réservent le droit de présenter à la Chambre un amendement remédiant à cette situation.

CONCLUSION.

Moyennant les réserves ci-dessus, la Section centrale a, à l'unanimité de ses membres, adopté le projet et c'est en son nom que nous demandons à la Chambre de vouloir bien le voter à bref délai.

Le Rapporteur,

ADOLPHE BUYL.

Le Président,

LOUIS BERTRAND.



AMENDEMENTS PROPOSÉS
PAR LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

I. — Modifier comme suit la disposition à ajouter au littéra A de l'article 6 de la loi du 21 juillet 1844 :

Sera compté double le temps pendant lequel les magistrats, fonctionnaires et employés ont été emprisonnés ou déportés *pour motif patriotique* ou pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

II. — Modifier comme suit la disposition à ajouter au premier alinéa de l'article 22 de la loi du 21 juillet 1844 :

Sera compté double le temps pendant lequel les membres du clergé rétribués par le Trésor public ont été emprisonnés ou déportés *pour motif patriotique* ou pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

III. — Intercaler la disposition suivante :

« L'article 11 de la loi du 21 juillet 1844 est remplacé par la disposition suivante :

» ART. 11. — La moyenne est limitée à une fraction de traitement

AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE MIDDENAFDEELING.

EERSTE ARTIKEL.

I. — De aan littera A van artikel 6 der wet van 21 Juli 1844 toe te voegen bepaling te wijzigen als volgt :

Wordt dubbel gerekend de tijd, gedurende denwelken de magistraten, ambtenaren en bedienden werden gevangen gehouden of weggevoerd *wegens vaderlandsliefde* of wegens weigering om, in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening hunner bediening, aan de bevelen der Duitsche overheid te gehoorzamen.

II. — De aan het eerste lid van artikel 22 der wet van 21 Juli 1844 toe te voegen bepaling te wijzigen als volgt :

Wordt dubbel gerekend de tijd, gedurende denwelken de door de Openbare Schatkist bezoldigde leden der geestelijkheid werden vangengehouden of weggevoerd *wegens vaderlandsliefde* of wegens weigering om, in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening hunner bediening, aan de bevelen der Duitsche overheid te gehoorzamen.

III. — De navolgende bepaling in te voegen :

« Artikel 11 der wet van 21 Juli 1844 wordt vervangen door de volgende bepaling :

» ART. 11. — Het gemiddeld cijfer wordt beperkt tot eene breuk van de

réel, à l'exclusion de toute indemnité, pour la pension des membres du corps diplomatique et du corps consulaire, ainsi que pour la pension des autres agents du service extérieur ressortissant au Ministère des Affaires étrangères :

» Cette fraction est fixée :

» 1° aux $\frac{2}{3}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 30,000 francs, pour les Ambassadeurs et les Envoyés extraordinaires et Ministres plénipotentiaires de 1^{re} classe;

» 2° aux $\frac{3}{4}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 26,000 francs, pour les Envoyés extraordinaires et Ministres plénipotentiaires de 2^e classe et les Consuls généraux;

» 3° aux $\frac{4}{5}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 22,000 francs, pour les Conseillers de Légation;

» 4° aux $\frac{5}{6}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 18,000 francs, pour les Consuls;

» 5° aux $\frac{6}{7}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 15,000 francs, pour les premiers drogmans et premiers interprètes, les secrétaires de légation de 1^{re} classe, les chanceliers, les drogmans et les interprètes;

» 6° aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 12,000 francs, pour les vice-consuls;

» 7° aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 10,000 francs, pour les secrétaires de légation de 2^e classe;

» 8° aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 8,000 francs, pour les attachés, les élèves et inter-

werkelijke wedde, met uitsluiting van elke vergoeding, voor het pensioen der leden van het diplomatiek korps en van het consulaire korps, alsmede voor het pensioen van de overige ambtenaren van den buitendienst, behoorende tot het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

» Deze breuk wordt bepaald :

» 1° Op $\frac{2}{3}$ van de werkelijke wedde, zonder 30,000 frank te mogen overschrijden, voor de Gezanten, de Buitengewone Gezanten en Gevolmachtigde Ministers, 1^o klasse;

» 2° Op $\frac{3}{4}$ van de werkelijke wedde, zonder 26,000 frank te mogen overschrijden, voor de Buitengewone Gezanten en Gevolmachtigde Ministers, 2^o klasse, en de Consuls-generaal;

» 3° Op $\frac{4}{5}$ van de werkelijke wedde, zonder 22,000 frank te mogen overschrijden, voor de Gezantschapsraden;

» 4° Op $\frac{5}{6}$ van de werkelijke wedde, zonder 18,000 frank te mogen overschrijden, voor de Consuls;

» 5° Op $\frac{6}{7}$ van de werkelijke wedde, zonder 15,000 frank te mogen overschrijden, voor de eerste drogmans en de eerste tolken, de gezantschapssecretarissen 1^o klasse, de kanseliers, de dragomans en de tolken;

» 6° Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 12,000 frank te mogen overschrijden, voor de vice-consuls;

» 7° Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 10,000 frank te mogen overschrijden, voor de gezantschapssecretarissen 2^o klasse;

» 8° Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 8,000 frank te mogen overschrijden, voor de attachés, de

prêtes, les commis de chancellerie et les chanceliers adjoints.

» *Si, au cours des cinq dernières années, l'agent a occupé des grades différents, le traitement moyen est déterminé en ayant égard à la limitation établie ci-dessus pour chacun de ces grades.* »

ART. 4.

Compléter l'article comme suit :

« *Le traitement fictif au 31 décembre 1918 sera substitué à tout traitement inférieur touché après cette date, dans les mêmes fonctions.* »

« *Les traitements d'attente seront révisés d'après les mêmes règles que les pensions civiles.* »

ART. 9.

I. — Supprimer les mots : « Supplément pour chaque enfant au-delà de trois : 200 francs, et ajouter à la fin de l'alinéa les mots : *Supplément pour chaque enfant : 200 francs.*

II. — Modifier comme suit l'alinéa premier :

L'article 1^{er} de la loi du 27 mai 1870 relative à la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée est remplacé par la disposition suivante :

« *Les revenus de la caisse des veuves et orphelins établis pour les officiers de l'armée et les fonctionnaires militaires par l'arrêté du*

leerlingen tolken, de kanselarijklerken en de adjunct-kanseliers.

» *Heeft de agent, in den loop der laatste vijf jaren, onderscheidene gradeu bekleed, dan wordt de gemiddelde wedde bepaald met inachtneming der hierboven voor elk dezer graden vastgestelde beperking.* »

ART. 4.

Het artikel aan te vullen als volgt :

« *De denkbeeldige wedde op 31 December 1918 wordt in de plaats gesteld van elke lagere wedde opgetrokken na dien datum in hetzelfde ambt.* »

« *De wachtgelden worden herzien naar dezelfde regelen als de burgerlijke pensioenen.* »

ART. 9.

I. — De woorden : « Aanvullende som voor ieder kind boven drie : 200 frank » te doen wegvallen en, aan het slot, de volgende woorden toe te voegen : « *Aanvullende som voor elk kind : 200 frank.* »

II. — Het eerste lid te wijzigen als volgt :

Artikel 1 der wet van 27 Mei 1870 betreffende de kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger wordt door de volgende bepaling vervangen :

« *De inkomsten der kas voor weduwen en weezen, voor de officieren van het leger en de militaire ambtenaren ingesteld bij besluit van*

prince souverain des Pays-Bas, en date du 14 janvier 1815, seront déterminés par arrêté royal ».

III. — Remplacer comme suit les deux derniers alinéas :

Les pensions, les suppléments de pension et les secours qui seront liquidés au profit des femmes et des enfants d'officiers en activité de service lors de la mise en vigueur de la présente loi, seront augmentés sur les mêmes bases, à raison du grade occupé au 1^{er} octobre 1919 et en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant la date précitée et augmenté de 12 ans par rapport à celui écoulé depuis lors jusqu'au décès ou la retraite.

Les parts de secours qui seront liquidés au profit des femmes de gendarmes en activité de service lors de la mise en vigueur de la présente loi, seront augmentées comme il est dit ci-dessus, en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant le 1^{er} octobre 1919 par rapport à celui écoulé depuis lors jusqu'au décès ou jusqu'à la retraite.

den Prins Souverein der Nederlanden, gedagteekend 14 Januari 1815, worden bij koninklijk besluit bepaald ».

III. — Het voorlaatste en het laatste lid te vervangen door den volgende tekst :

De pensioenen, de aanvullende pensioenen en de hulpgelden, die uitgekeerd worden ten behoeve van de vrouwen en kinderen van officieren in werkelijken dienst bij de inwerkingtreding dezer wet, worden naar dezelfde grondslagen verhoogd wegens den graad, op 1 October 1919 bekleed, en naar verhouding van den tijd der bijdragen in de kas, vóór gemelden datum verlopen en met 12 jaar vermeerderd in verband met den genen sedert dien verlopen tot op het overlijden of het op pensioen stellen.

De aandeelen van hulpgelden, uit te keeren ten behoeve van de vrouwen der gendarmen in werkelijken dienst bij de inwerkingtreding dezer wet, worden verhoogd zooals hierboven is bepaald, naar verhouding van den tijd der bijdrage in de kas, vóór 1 October 1919 verlopen, in verband met den genen sedert dien verlopen tot op het overlijden het op pensioen stellen.



(18)

(1)
(Nr 234.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1920.

ONTWERP VAN PENSIOENWET (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BUYL.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp werd eenparig in al de Afdeelingen aangenomen. Wij zullen de aanmerkingen onderzoeken, waartoe het aanleiding gaf, en er de overwegingen bijvoegen die het ons ingaf.

ONDERZOEK VAN HET WETSONTWERP IN DE AFDEELINGEN.

In de eerste Afdeeling heeft een lid algemeene maatregelen en de inrichting van eene enkele pensioenkas voor al de gepensioneerden voorgesteld.

Een ander lid deed opmerken dat, zoo de gelden der Pensioenkasen aan Maatschappijen werden toevertrouwd, deze veel hogere pensioenen zouden uitbetalen dan thans.

Deze leden schijnen niet goed op de hoogte van den toestand te zijn.

Inderdaad, al de pensioenen van de Staatsbeambten zijn ten laste van de Schatkist zonder dat van de wedden der belanghebbenden eenige afhouding wordt gedaan om hun pensioen samen te stellen.

Andere pensioenen, namelijk die van het leerpersoneel en het besturend personeel van het gemeenteonderwijs, zijn ten laste van Staat, Provincie en Gemeente.

De kas van de werklieden van spoorweg, posten en telegraphen, evenals de voorzorgskas der Gemeentesecretarissen worden in stand gehouden door afhoudingen van de loonen en wedden.

Dit is ook het geval met de kas voor weduwen en wezen, opgericht krachtens de wet van 20 Juni 1844.

(1) Wetsontwerp, n^o 158.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren Bertrand, voorzitter, Cousot, Donnay, Golenvaux, Ramaekers, Buyl, Ozeray.

Onder deze kassen is er eene, die van de weduwen en de weezen der gemeentelijke leeraars en onderwijzers, ingesteld bij de wet van 16 Mei 1876, welke de beschikbare gelden heeft ontvangen van de vroegere, door dezelfde wet ontbonden voorzorgskassen, mits zij de betaling van de lasten dezer vroegere kassen ook op zich namen. Maar de gelden waren niet toereikend om deze lasten te betalen en Staat, Provinciën en Gemeenten zijn tusschenbeide gekomen en betalen thans nog de aandeelen in de pensioenen, welke ten laste van deze vroegere kassen waren.

Zooals men ziet, is dit vraagpunt uiterst ingewikkeld en langdurige wetenschappelijke studiën, moeilijke actuarisberekeningen zouden er noodig zijn om tot een grondige omwerking van de desbetreffende wetten te komen. Men mag niet vergeten, zooals een lid terecht deed opmerken, dat er in het land meer dan 45,000 gepensioneerden zijn van den meest niteenlopenden aard. Een groot getal verkeeren in een meewarigen toestand. Moest de herziening van de pensioenen lang duren, dan zouden velen dood zijn alvorens de weldaad van de wet te hebben genoten.

De hoogste spoed is dus vereischt.

In de tweede Afdeeling heeft een lid het vraagpunt aangeraakt van het volstrekte recht der ambtenaren op het pensioen en de meening geuit, dat men op de begrootingen bijzondere credieten moest uittrekken voor de gepensioneerden die in een benarden toestand verkeeren, want, deed hij opmerken, er zijn gepensioneerden die zich niet in zulk geval bevinden.

Daarop antwoorden wij dat, zoo het waar is dat het pensioen niet krachtens een volstrekt recht verleend wordt, vermits de Staat steeds het pensioen kan weigeren, het niet minder waar is dat deze weigering slechts in zeer uitzonderlijke gevallen voorkomt. Men erkent, over 't algemeen, dat de Staat tot plicht heeft, den ouden dag zijner ambtenaren te verzekeren als belooning voor de diensten aan het Vaderland bewezen. Die plicht schijnt ons gebiedend te zijn, wanneer afhoudingen werden gedaan van de wedden of loonen ten einde een pensioen samen te stellen.

Wat het weduwenpensioen betreft, uitte een lid de meening dat het zich billijkt door het feit, dat de ambtenaar tot plicht heeft in de levensbehoeften van zijne vrouw te voorzien. Hij besloot er uit dat, van het oogenblik dat een tweede echtgenoot den eersten vervangt, de reden tot pensioen verdwijnt.

In antwoord daarop stippen wij aan, dat het recht van de weduwe op het behouden van het pensioen bij een tweede huwelijk in de meeste Europeesche landen bestaat, namelijk in Frankrijk waar zij dit recht slechts verbeurt, wanneer zij een vreemdeling huwt en aldus ophoudt eene Fransche te zijn.

In de derde Afdeeling gaf het wetsontwerp tot geen enkele belangrijke bemerking aanleiding.

In de vierde Afdeeling was een lid van meening dat de bepaling van artikel 9, waarbij een pensioentoeslag van 200 frank wordt voorzien voor elk kind boven drie jaar, diende toegepast te worden op de weduwen van de onder-officiëren, brigadiërs en soldaten der gendarmerie en dat deze toeslag voor

al de kinderen diende verleend te worden, zelfs zoo er minder dan drie zijn.

In de vijfde Afdeeling wees een lid er op, dat :

1^o Het ontwerp geen woord rept van de maatregelen, die billijkerwijze dienden genomen te worden om de wachtgelden te verhoogen;

2^o Sommige beambten, namelijk de gemeente onderwijzers en gemeentesecretarissen, thans een lagere wedde trekken dan de denkbeeldige wedde, door het ontwerp voorzien, en dat, bijgevolg, deze beambten een lager pensioen zullen genieten dan dit van de vroegere gepensionneerden.

Om daarin te voorzien, heeft dit lid voorgesteld aan de Middenafdeeling te vragen de volgende bepaling in het wetsontwerp op te nemen :

« 1^o De wachtgelden worden herzien naar dezelfde regelen als de burgerlijke pensioenen ;

» 2^o De denkbeeldige wedde op 31 December 1918 wordt in de plaats gesteld van elke lagere wedde opgetrokken na dien datum in hetzelfde ambt. »

De 5^o Afdeeling was eensgezind om dezen wensch te steunen en aan de Middenafdeeling over te maken.

Het voorstel tot herziening van de wachtgelden strookt uitstekend met het wetsontwerp, dat wij onderzoeken. Inderdaad, de wet van 31 Maart 1884 op de aanvullende bepalingen der wet van 16 Mei 1876 op de pensioenen der gemeentelijke leeraars of onderwijzers en hunner weduwen en weezen, wet die zelve steunt op die van 24 Juli 1844, regelt het wachtgeld dezer beambten.

Een lid van de 5^o Afdeeling heeft gevraagd, van de Regeering te vernemen welke de financieele lasten zijn, die voor den Staat uit de toepassing van het wetsontwerp zouden voortvloeien.

Ten slotte hebben, in al de Afdeelingen, leden zich beziggehouden met de noodzakelijkheid, de gepensionneerden zoodra mogelijk van de weldaad dezer wet te laten genieten.

Deze bezorgdheid is rechtmatig en maatregelen dienen genomen te worden opdat daaraan voldoening worde geschonken.

ONDERZOEK VAN HET WETSONTWERP IN DE MIDDENAFDEELING.

In de Middenafdeeling gaf het wetsontwerp tot geene bespreking aanleiding. Al de leden koesterden den wensch, de aanneming van het ontwerp te bespoedigen om onverwijld den werkelijk beklagenswaardigen toestand van de groote meerderheid der gepensionneerden te verbeteren.

Om tot dien uitslag te komen, hebben sommige leden ervan afgezien, eene reeks amendementen in te dienen, strekkende tot het doen verdwijnen van sommige ongerijmdheden en het aanvullen van zekere leemten in de wetgeving op de militaire en burgerlijke pensioenen. Zij hebben hun voornemen doen kennen, later van hun parlementair initiatief gebruik te maken.

Ziehier de enkele amendementen, waarover de Middenafdeeling moest uitspraak doen :

Bij artikel 1 heeft een lid voorgesteld, aan littera A van artikel 6 der wet

van 21 Juli 1844 de woorden toe te voegen : « of wegens vaderlandsliefde » en bijgevolg deze bepaling te doen luiden als volgt : « Wordt dubbel gerekend de tijd, gedurende denwelken de magistraten, ambtenaren en bedienden werden gevangen gehouden of weggevoerd wegens vaderlandsliefde of wegens weigering om, in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening hunner bediening, aan de bevelen der Duitsehe overheid te gehoorzamen ». De Middenafdeeling stelt aan de Kamer voor, dezelfde bepaling toe te passen op de leden van de geestelijkheid, door de Staatskas bezoldigd, en bijgevolg dezelfde woorden toe te voegen aan het lid dat het eerste lid van artikel 22 dezer wet aanvult.

Deze amendementen werden eenparig aangenomen.

* *

De vereffening der pensioenen, voor welker berekening verschillende, achtereenvolgende of gelijktijdige diensten gelden, heeft aanleiding gegeven tot talrijke moeilijkheden en uiteenlopende meeningen tusschen de Ministerieele Departementen en het Rekenhof. Dit laatste heeft meermaals aangedrongen opdat de Wetgeving tusschenbeide kome en bepaalde regelen voorschrijve voor de vereffening van dergelijke pensioenen.

Het ontwerp van de Regering stelt voor, in de wet de volgende bepaling in te lasschen : « Ingeval twee of meer betrekkingen samen worden uitgeoefend, komen de samengevoegde jaarwedden voor de vereffening van het pensioen in aanmerking. »

De Middenafdeeling acht deze bepaling ontoereikend en vraagt zich af, of zij door het volgende amendement niet diende aangevuld te worden :

« Aan artikel 8 der wet van 1844 toe te voegen het navolgende artikel 8bis :

» ART. 8bis. — In geval van opeenvolgende diensten, welke, voor het pensioen, op verschillende grondslagen kunnen in aanmerking komen, wordt het pensioen voor ieder dier diensten uitgekeerd naar den duur van elke betrekking en op de daaraan eigen grondslagen.

» Werden verscheidene betrekkingen tegelijkertijd bekleed gedurende de volle laatste vijf jaren dienst of een deel daarvan, dan worden de pensioenen met verschillende vermenigvuldigers afzonderlijk uitgekeerd volgens de regelen geldende voor elke soort van dienst en naar den bijzonden duur van elken dezer.

» Voor elke soort van diensten wordt het gemiddeld cijfer der jaarwedde, welke daaraan in de laatste jaren verbonden was, in aanmerking genomen. Om dit gemiddeld cijfer te bepalen, klimt men op, zoo het mogelijk is, tot vijf jaren, doch nooit daarboven. »

* *

Bij artikel 3 heeft een lid voorgesteld, de pensioenen van de bedienaars der eerediensten te herzien volgens dezelfde regelen als de pensioenen der

Staatsbeambten en, bijgevolg, hunne wedden denkbeeldig te verhoogen bij reeksen van 1,000 frank in plaats van 500 frank.

Dit voorstel werd niet aangenomen.

Werden ook verworpen de volgende drie amendementen, wyl zij de grondslagen van het pensioenstelsel wijzigen :

1^o de wereldlijke onderwijzers der aanneembare scholen zullen ten laste van den Staat een pensioen ontvangen van gelijk bedrag als dat van de onderwijzers der gemeente- en der aangenomen scholen.

(Thans, krachtens artikel 7, paragraaf 1 der wet van 10 Mei 1912, wordt het pensioen van een onderwijzer bij eene aanneembare school bepaald op $\frac{3}{5}$ van het bedrag, volgens de wettelijke bepalingen berekend. Het is uitsluitend ten laste van den Staat. De pensioenen, verleend aan de gemeente- en aangenomen onderwijzers, worden betaald naar rato van $\frac{2}{5}$ door de gemeente, $\frac{1}{5}$ door de provincie en $\frac{2}{5}$ door den Staat.)

2^o De onderwijzers, die gepensionneerd worden tusschen 1 Januari 1920 en 31 December 1923, hebben recht op een pensioen berekend naar de meest gunstige wedde;

3^o Het pensioen der onderwijzers zal berekend worden met inachtneming van de jaren doorgebracht in de colleges en andere vrije gestichten, in de scholen afhangende van het Ministerie van Justitie, in de betalende klassen en in de bewaarscholen;

4^o Bij de berekening der dienstjaren tot het vaststellen van het pensioen, zal het diploma van lager onderwijzer voor vier jaren tellen.

Wegens de redenen, aangehaald in de 3^o Afdeeling, heeft de Middenafdeeling de volgende voorstellen goedgekeurd :

« Artikel 4 wordt aangevuld als volgt : « De denkbeeldige wedde op » 31 December 1918 wordt in de plaats gesteld van elke lagere wedde, opge- » trokken na dien datum in hetzelfde ambt. »

De volgende bepaling wordt aan artikel 4 toegevoegd : « De wachtgelden worden herzien naar dezelfde regelen als de burgerlijke pensioenen. »

Bij artikel 9 stelt de Middenafdeeling, in overleg met de vierde Afdeeling, voor, aan de weduwen en wezen van de officieren van het leger en van de onderofficieren, brigadiers en soldaten der gendarmerie een pensioentoeslag van 200 frank voor elk kind te verleen.

* * *

Bij artikel 10 van het ontwerp, dat voorschotten voorziet op de verhoogeningen die de nieuwe wet aan de gepensionneerden verleent, heeft een lid voorgesteld, dit artikel van het ontwerp te scheiden en er eene afzonderlijke wet van te maken; maar dit voorstel tot splitsing werd ingetrokken nadat de opmerking wasgemaakt dat het veel sneller zou gaan door het ontwerp onmiddellijk aan te nemen ten einde artikel 10 dadelijk van kracht te doen worden en aldus, onverwijld, het lot der gepensionneerden te verbeteren.

De Middenafdeeling heeft artikel 10 goedgekeurd, op voorwaarde dat het bedrag der voorziene voorschotten ten grondslag hebbe eene hoegrootheid

van het pensioenbedrag, in het brevet vermeld. Ziehier de redenen die de Middenafdeeling hebben aangezet dit besluit te nemen :

Aangezien de pensioensverhoogen ten grondslag hebben de gemiddelde wedde der laatste vijf jaren, zal men de dossiers der pensioenen moeten nagaan om het bedrag der voorschotten te bepalen. Doch een groot getal dezer dossiers bevonden zich op de stoffelijke zolders der ministeries, welke de vijandelijke troepen, nadien, in een zeer droeven staat hebben gebracht.

Men zal dus de vermiste of verloren dossiers opnieuw moeten samenstellen en de gemeenschappelijke staten van de voorschotten opmaken.

Daarenboven is het waarschijnlijk dat het Departement van Financiën, dat tusschenbeide komt in de vereffening der voorschotten, zal eischen dat de staten aan het visa van het Rekenhof zullen worden onderworpen ; men zal dus verplicht zijn die staten met bewijsstukken te staven. Dit alles zal veel tijd en geschrijf vergen.

Om deze redenen is de Middenafdeeling van meening dat er dient overgegaan te worden tot een stelsel van voorschotten, dat het naslaan of het opnieuw samenstellen van de pensioensdossieren niet vergt.

Elke pensioengerechtigde is houder van een brevet, dat het bedrag van zijn pensioen vermeldt. Dit cijfer is voor onderzoek noch betwisting vatbaar ; het staat onherroepelijk vast.

De Middenafdeeling vraagt dat de voorschotten, die zullen gedaan worden, in afwachting dat de door de Kamers aan te nemen verhoogen vereffend worden, de cijfers, die op de brevetten staan vermeld, zouden ten grondslag nemen.

Een koninklijk besluit zou, volgens dit cijfer, bepalen wat aan de pensioengerechtigden zou mogen betaald worden als voorschot in afwachting dat het vroegere pensioen herzien zij.

De bij voorraad verleende tegemoetkomingen, te gelden op de verhoogen, zouden per vierde betaald worden terzeldertijd als het eigenlijke pensioen.

Volgens de Middenafdeeling zouden deze voorschotten kunnen bepaald worden als volgt :

Voor de pensioenen beneden 2,000 frank, op het geheel bedrag van het pensioen ;

Voor de pensioenen van 2,001 tot 3,000 frank, op $\frac{4}{5}$ van het pensioen met een minimum van 2,000 frank ;

Voor de pensioenen van 3,001 tot 4,000 frank, op $\frac{3}{4}$ van het pensioen met een minimum van 2,400 frank ;

Voor de pensioenen van 4,001 tot 5,000 frank, op $\frac{2}{3}$ van het pensioen met een minimum van 3,000 frank ;

Voor de pensioenen boven 5,000 frank, op de helft van het pensioen met een maximum van 3,600 frank.

AMENDEMENTEN VAN DE REGEERING.

De Minister van Financiën heeft aan de Middelenafdeeling de volgende amendementen overgemaakt :

I.

In den tekst van het eerste artikel, bladz. II, na het vóór-voorlaatste lid in te lasschen :

« Artikel 11 der wet van 21 Juli 1844 wordt vervangen door de volgende bepaling :

» Art. 11. — Het gemiddeld cijfer wordt beperkt tot eene breuk van de werkelijke wedde, met uitsluiting van elke vergoeding, voor het pensioen der leden van het diplomatiek korps en van het consulaire korps, alsmede voor het pensioen van de overige ambtenaren van den buitendienst, behorende tot het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

» Deze breuk wordt bepaald :

» 1° Op $\frac{2}{3}$ van de werkelijke wedde, zonder 30,000 frank te mogen overschrijden, voor de Gezanten, de Buitengewone Gezanten en Gevolmachtigde Ministers, 1° klasse;

» 2° Op $\frac{3}{4}$ van de werkelijke wedde, zonder 26,000 frank te mogen overschrijden, voor de Buitengewone Gezanten en Gevolmachtigde Ministers, 2° klasse, en de Consuls-generaal;

» 3° Op $\frac{4}{5}$ van de werkelijke wedde, zonder 22,000 frank te mogen overschrijden, voor Gezantschapsraden;

» 4° Op $\frac{5}{6}$ van de werkelijke wedde, zonder 18,000 frank te mogen overschrijden, voor de Consuls;

» 5° Op $\frac{6}{7}$ van de werkelijke wedde, zonder 15,000 frank te mogen overschrijden, voor de eerste dragomans en de eerste tolken, de gezantschapssecretarissen 1° klasse, de kanseliers, de dragomans en de tolken;

» 6° Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 12,000 frank te mogen overschrijden, voor de vice-consuls;

» 7° Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 12,000 frank te mogen overschrijden, voor de gezantschapssecretarissen 2° klasse;

» 8° Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 8,000 frank te mogen overschrijden, voor de attachés, de leerlingen tolken, de kanselarijklerken en de adjunct-kanseliers.

» Heeft de agent, in den loop der laatste vijf jaren, onderscheidene graden bekleed, dan wordt de gemiddelde wedde bepaald met inachtneming der hierboven voor elk dezer graden vastgestelde beperking. »

LÉON DELACROIX.

II.

Het eerste en het vierde lid van artikel 9 te vervangen door den volgende tekst :

Eerste lid : « Artikel 1 der wet van 27 Mei 1870 betreffende de kas voor

weduwen en weezen der officieren van het leger wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De inkomsten der kas voor weduwen en weezen, voor de officieren van het leger en de militaire ambtenaren ingesteld bij besluit van den Prins Souverein der Nederlanden, gedagteekend 14 Januari 1815, worden bij koninklijk besluit bepaald ».

Vierde lid : « De pensioenen, de aanvullende pensioenen en de hulpgelden, die uitgekeerd worden ten behoeve van de vrouwen en kinderen van officieren in werkelijken dienst bij de inwerkingtreding dezer wet, worden naar dezelfde grondslagen verhoogd wegens den graad, op 1 October 1919 bekleed, en naar verhouding van den tijd der bijdragen in de kas, vóór gemelden datum verlopen en met 12 jaar vermeerderd in verband met den genen sedertdien verlopen tot op het overlijden of het op pensioen stellen.

« De aandeelen van hulpgelden, uit te keeren ten behoeve van de vrouwen der gendarmen in werkelijken dienst bij de inwerkingtreding dezer wet, worden verhoogd zooals hierboven is bepaald, naar verhouding van den tijd der bijdrage in de kas, vóór 1 October 1919 verlopen, in verband met den genen sedertdien verlopen tot op het overlijden of het op pensioen stellen. »

LÉON DELACROIX.

De Middenafdeeling keurt deze amendementen goed.

VRAGEN VAN DE MIDDENAFDEELING AAN DE REGEERING.

1. De Minister van Financiën gelieve aan de Middenafdeeling te doen kennen welke, bij benadering, de financieele lasten zullen zijn, die voor den Staat de toepassing van dit ontwerp zal meebrengen ?

ANTWOORD : Het wetsontwerp zal slechts een uitwerking hebben op de thans loopende pensioenen en op die welke nog normaal tot gedeeltelijken grondslag zouden hebben de wedden, waarop de algemeene verhooging niet feitelijk werd toegepast. De overige pensioenen zullen, buiten zijne uitwerking om, eene gelijkwaardige stijging ondergaan door het feit, dat zij uitsluitend zullen berekend worden op verhoogde wedden.

In den huidige stand der zaken kan de bijkomende last van het wetsontwerp begroot worden — in zooverre eene raming, zonder vaste gegevens, mogelijk zij — op 50 tot 53 millioen per jaar, maar hij zal elk jaar afnemen dank zij het uitsterven van de gepensioneerden.

2. Naar luid van artikel 54 der wet van 11 Juli 1844 op de pensioenen voor burgerlijke beambten en voor geestelijken, mogen de pensioenen der weduwen de helft niet overschrijden van de wedde van den afgestorvene, noch een maximum van 4,000 frank.

Inziende dat, in de tegenwoordige omstandigheden, deze beperkingen niet mogen behouden blijven, schaft de Regeering ze af in het ontwerp op de

loopende pensioenen, maar voor de toekomst schaft zij ze enkel af voor de kassen, waar de pensioenen berekend worden naar de gemiddelde wedde van geheel de loopbaan, waarvan afhoudingen geschieden, of naar het bedrag van de afhoudingen van de wedden en de pensioenen.

Bij ons weten is er slechts eene kas, die van de Justitie, welke het bedrag der weduwenpensioenen naar deze grondslagen berekent. Ware dit het geval, dan zou het wetsontwerp een waar voorrecht scheppen ten voordeele van de weduwen, afhangende van de kas van het Departement van Justitie, en een onrecht plegen tegenover de weduwen der ambtenaren van onze Departementen, wier commissiën der kassen het stelsel van de Justitie niet hebben doen aannemen.

De Middenafdeeling vraagt aan de Regeering of zij niet van meening is dat een amendement zou moeten ingediend worden strekkende tot eenvoudige afschaffing der beperkingen van artikel 54 en de Regeering desnoods machtigende zulke maxima te bepalen als zij noodig acht om de commissiën der kassen toe te laten hunne begrooting in evenwicht te brengen.

ANTWOORD : De Memorie van Toelichting, bladzijde 6, geeft de reden op, die pleit ten voordeele van het behoud der maxima voor het geval dat de statuten der kassen de pensioenen berekenen naar de gemiddelde wedde der laatste vijf jaren.

In dit geval zou het volstaan, om van de afschaffing der maxima te genieten, de statuten te herzien door een nieuwe wijze van berekening in te voeren, die de pensioenen in verhouding brengt tot de afhoudingen waarvan zij de prijs zijn. Maar de eenvoudige intrekking van artikel 54 der wet van 21 Juli 1844 zou ten gevolge hebben, de herziening van de statuten minder dringend te maken voor de aangeslotenen, en, door het feit zelf, zou zij van aard zijn er de verwezenlijking van uit te stellen.

3. Worden de pensioenen, wegens dienstjaren aan de militairen, die deelnamen aan den veldtocht 1914-1918, verleend krachtens bepalingen dagteekenend van vóór de wet van 23 November 1919 of krachtens de bepalingen van deze wet zelve?

ANTWOORD : De wet van 23 November 1919 bepaalt bij artikel 1 dat hare bepalingen toepasselijk zijn op de pensioensaan spraken die zich hebben doen gelden vanaf 1 Augustus 1914 of zich in de toekomst zullen doen gelden.

Bijgevolg zullen de pensioenen, wegens dienstjaren te verleen en aan de militairen die deelnamen aan den veldtocht, toegekend worden krachtens de bepalingen der wet van 23 November 1919.

4. Zullen de militairen, die thans in het leger treden, gepensionneerd worden krachtens bepalingen dagteekenend van vóór de wet van 23 November 1919 of krachtens de bepalingen van deze wet zelve?

ANTWOORD : Deze militairen zullen gepensionneerd worden krachtens de wet van 23 November 1919, welke voor hen zal gewijzigd worden door het wetsontwerp bedoeld bij bovengemelde paragraaf 7, B.

5. a) Bedoelen de artikelen 7 en 8 van het wetsontwerp op de pensioenen (n^o 158) slechts de militairen, die den veldtocht niet hebben medegemaakt en vóór 1 Augustus 1914 gepensionneerd werden?

Antwoord : De artikelen 7 en 8 van het wetsontwerp bedoelen slechts de pensioenen, vóór 1 Augustus 1914 verleend.

b) In hoeverre zijn, bij voorkomend geval, deze artikelen toepasselijk op de militairen die den veldtocht 1914-1918 hebben medegemaakt?

Antwoord : Deze artikelen zijn hoegenaamd niet toepasselijk op de militairen die den veldtocht hebben medegemaakt.

De Commissie heeft de pensioenen van vóór den oorlog gescheiden van die tijdens den oorlog verleend en, als gevolg van dit besluit, zag het Ministerie van Landsverdediging zich verplicht een wetsontwerp op te maken, dat uitsluitend toepasselijk is op de militairen, die den veldtocht medemaakten, en op hen die in de toekomst zullen gepensionneerd worden.

Dit ontwerp, dat voordeliger is dan dit door de interministerieele commissie opgemaakt, zal op 27 of 28 dezer door den Minister van Landsverdediging worden ingediend.

c) In hoeverre zijn deze artikelen, bij voorkomend geval, toepasselijk op de militairen die den veldtocht 1914-1918 niet hebben medegemaakt en in de toekomst te pensionneeren zijn?

Antwoord : Zie kanttekening van paragraaf 7a.

6. Heeft de wet van 23 November 1919 niet al de vroegere bepalingen betreffende de militaire pensioenen ingetrokken?

Welke werden bij voorkomend geval behouden?

Antwoord : Artikel 68 der wet van 23 November 1919 luidt :

« Onderhavige wet wijzigt of trekt al de vroegere wettelijke beschikkingen » in aangaande de rechten op het militair pensioen, voor de gevallen welke » zij voorziet. Telkens zij den militairen, die den veldtocht hebben meege- » maakt, voordeliger zullen zijn, dienen al de beschikkingen van vroeger » hun toegepast. »

Zie kanttekening, paragraaf 8a.

7. Het laatste lid van bladzijde IV van het ontwerp luidt :

« Worden opgeheven : artikel 53 der wet, waarbij de weduwe, die her- » trouwt, van hare rechten op pensioen wordt verstoken, en de wet van » 18 December 1837, waarvolgens de kinderlooze weduwe, die hertrouwt, » slechts de helft van haar pensioen behoudt. »

Is de Regeering niet van meening dat deze afschaffing te algemeen, te uitgebreid is? Is zij niet van meening dat, wanneer de moeder die hertrouwt de voogdij over of de hoede van de kinderen niet behoudt, dezer aandeel niet zou moeten kunnen verminderd worden tot de toeslagen (2 t. h.)?

Denkt zij niet dat de bepaling diende te worden gewijzigd en te luiden als volgt :

« De weduwe met of zonder kinderen, die hertrouwt, behoudt haar volle » pensioen. Echter, zoo zij de hoede of den last van hare pensioenge- » rechtigde kinderen niet heeft, zal haar pensioen tijdelijk verminderd wor- » den met de som die vereischt is om aan deze kinderen eene rente uit te » keeren, gelijkstaande met het pensioen waarop zij recht hebben als volle » weezen of als gebrekkelijke kinderen. »

ANTWOORD : Het voorgesteld amendement zou in sommige gevallen, bij voorbeeld wanneer er tenminste drie kinderen zijn, ten gevolge hebben dat de weduwe tijdelijk van het grootste gedeelte van haar pensioen zou beroofd zijn. De weduwe kan trouwens de voorgedij weigeren, zonder dat men het haar ten kwade kunne duiden.

De belangen van de kinderen zijn genoegzaam gevrijwaard door de statuten der kassen, zooals de Memorie van Toelichting het herinnert bladzijde 6, 2^e lid.

8. — Waarom berekent de voorgestelde herziening van de pensioenen den te verleenen toeslag door de aflopende schaal der verhooging toe te passen op de wedden die ten grondslag aan de berekening dienen, in plaats van haar toe te passen op de pensioenen zelve?

ANTWOORD : De twee stelsels komen tot merkkelijk verschillende uitslagen. Dit moge blijken uit een voorbeeld :

Een beambte met 30 jaren dienst op het oogenblik zijner op-pensioenstelling heeft, bij onderstelling, recht op een pensioen gelijk aan 30/60 of 1/2 van de gemiddelde wedde der laatste vijf jaar, welke gemiddelde wedde men onderstelt 6,000 frank te zijn. Het pensioen zal dus 3,000 frank bedragen.

Zoo men de schaal van de verhooging der wedden rechtstreeks toepast op het bedrag van het bestaande pensioen, zou het nieuwe pensioen 6,900 frank bedragen, terwijl met het stelsel van het wetsontwerp, de wedde van 6,000 frank denkbeeldig op 11,000 gebracht zijnde, het nieuwe pensioen slechts 5,500 frank bedraagt.

Dit voorbeeld doet uitschijnen hoe, om eene volstrekte gelijkheid tusschen de tegenwoordige en de toekomstige gepensionneerden te behouden, men noodzakelijkerwijze zich aan het stelsel van het wetsontwerp moet houden.

AANMERKINGEN VAN DE MIDDENAFDEELING OP DE ANTWOORDEN VAN DE REGEERING.

De antwoorden van de Regeering op bovenstaande vragen gaven aanleiding tot de volgende aanmerkingen, waarop de Middenafdeeling de aandacht der Kamer meent te moeten vestigen :

Vraag n° 2 :

Men mag zich afvragen in hoeverre de Wetgeving in hare rol blijft, wanneer zij, door een onrechtstreekschen wetgevenden maatregel, de com-

missiën der weduwen- en weezenkassen dwingt hunne statuten in een bepaalden zin te wijzigen.

Vragen 3, 4, 5 en 6 :

Is deze handelwijze wel in overeenkomst met de normale methoden der wetgeving?

Inderdaad, de in de toekomst te verleenen burgerlijke pensioenen werden automatisch verhoogd door de herziening der grondwedden, daar deze pensioenen in verhouding staan tot de wedden.

Wat de militaire pensioenen betreft, besluit de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, dat wij onderzoeken, als volgt : « De verhooging van de militaire wedden heeft dus niet voor gevolg eene gelijke verhooging der pensioenen », want de militaire pensioenen worden niet berekend naar de wedden, maar hangen enkel af van het getal dienstjaren en van een voor elken graad willekeurig bepaalden coëfficiënt.

Wij hadden opgemerkt, — en dit was de reden van onze vragen 3, 4, 5 en 6, — dat de militaire pensioenen, na 1 Augustus 1914 verleend, en al degene, die in de toekomst nog te verleenen zijn, niet gewijzigd werden door de bepalingen van dit wetsontwerp.

De wet van 23 November 1919 houdende verhooging van de pensioenen der militairen, die den oorlog hebben medegemaakt, blijft dus van toepassing. Daar deze verhooging lager is dan de verhoogingen, door deze wet verleend aan de vóór den oorlog gepensioneerde militairen, hadden de door de Regeering voorgestelde bepalingen ten gevolge, de pensioenen der militairen, die den oorlog hebben medegemaakt, gelijk te maken aan die van de militairen die den oorlog niet hebben meegemaakt.

De wet van 23 November 1919, die van 's Lands erkentelijkheid getuigt voor de strijders, vervalt dus feitelijk, zoolang het Parlement geen bepalingen zal hebben aangenomen, waarvan de Regeering, in het tegenwoordig ontwerp, de indiening niet aankondigde.

Zooals blijkt uit het antwoord op onze vragen, zal een bijzonder wetsontwerp dit verhelpen.

De Middenafdeeling meent dat het wenschelijk ware geweest dat, te zamen met dit wetsontwerp, bij het Bureel der Kamer tevens een ander ware ingediend geworden tot regeling der na 1 Augustus 1914 verleende of te verleenen militaire pensioenen.

*
* * *

De Middenafdeeling acht het zich ten plicht, eveneens te doen opmerken dat de militaire pensioenen niet in dezelfde verhouding als de burgerlijke worden verhoogd.

Onderstaande tabel geeft duidelijk de verhouding aan tusschen de verhoogingen, die daarin werden gebracht, en de verhoogingen van wedden en soldijen die werden herzien in eene mate welke die der interministeriele zeer nabijkomt.

GRADEN.	Wedden in 1914.	Wedden in 1920.	Verhooging der wedden t. h. = voorgestelde verhooging voor de burgerlijke pensioenen.	Pensioensverhooging door de Regering voorgesteld. t. h.	Verschil t. h. ten voordeele der officieren.	Pensioen 1914.		Verschil in franken, ten voordeele der officieren, tusschen de herziene militaire pensioenen en de burgerlijke pensioenen.	
						Medium 30 jaar dienst.	Maximum 40 jaar dienst.		
								Medium.	Maximum.
Onderluitenant	2,500	6,120	144.8	95	-49.8	1,500	2,000	-747.00	-996.00
Luitenant (maximum). . .	3,400	7,560	122.3	95	-27.3	1,800	2,400	-491.40	-655.20
Kapitein id.	4,000	8,520	113.0	85	-28.0	2,160	2,880	-604.80	-806.40
Commandant id.	5,600	10,440	86.4	85	-1.4	2,430	3,240	-34.00	-45.36
Majoor	6,300	12,000	91.1	75	-16.1	2,925	3,900	-470.92	-627.9
Luitenant-kolonel	7,100	13,200	87.3	65	-22.3	3,525	4,700	-786.07	-1048.1
Kolonel	9,500	16,200	70.5	60	-10.5	4,225	5,660	-435.72	-594.3
Generaal-majoor	12,700	19,800	55.9	55	-0.9	5,400	6,800	-45.90	-61.2
Luitenant generaal	18,000	26,400	46.8	50	+ 3.2	6,150	8,200	+196.80	+ 262.4

Om even mild te zijn voor de militairen als voor de burgers, had het wetsontwerp de pensioenen moeten verhoogten

met 70 t. h. in plaats van 60 t. h. voor de kolonels;

» 85 t. h. » 65 t. h. » luitenanten-kolonels;

» 90 t. h. » 75 t. h. » majoors;

» 105 t. h. » 85 t. h. » kapiteins-bevelhebbers;

» 115 t. h. » 85 t. h. » kapiteins;

» 125 t. h. » 95 t. h. » luitenants;

» 145 t. h. » 95 t. h. » onderluitenants.

Het ontwerp is alleen voordelig voor de luitenanten-generaal; het is ongunstig voor de officieren van al de overige graden en het verlies bedraagt tot 1,048 frank voor een luitenant-kolonel met 40 jaren dienst.

Voor den graad van kapitein-bevelhebber is het verschil gering (45 fr.), terwijl het veel grooter is voor de naburige graden (806 en 628 fr.). Deze toestand is te wijten aan de slechte herziening van den wedderooster der officieren; hij bewijst dat de verhooging van de maximumwedde van een commandant 100 of 105 t. h. had moeten bedragen om in eenklaank te zijn met het overige van den rooster. Dat blijkt trouwens ook uit het feit, dat dit maximum lager is dan wat het zou zijn geworden door eenvoudige toepassing van het stelsel der interministerieele commissie.

Leden van de Middenafdeeling behouden zich het recht voor, aan de Kamer een amendement voor te leggen, dat dien toestand verhelpt.

BESLUIT.

Behoudens bovenstaande aanmerkingen, heeft de Middenafdeeling, met eenparigheid van stemmen, het ontwerp goedgekeurd, en het is uit haar naam dat wij de Kamer verzoeken het zoo spoedig mogelijk aan te nemen.

De Verslaggever,

ADOLF BUYL.

De Voorzitter,

LOUIS BERTRAND.



AMENDEMENTS PROPOSÉS
PAR LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

I. — Modifier comme suit la disposition à ajouter au littéra A de l'article 6 de la loi du 21 juillet 1844 :

Sera compté double le temps pendant lequel les magistrats, fonctionnaires et employés ont été emprisonnés ou déportés *pour motif patriotique* ou pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

II. — Modifier comme suit la disposition à ajouter au premier alinéa de l'article 22 de la loi du 21 juillet 1844 :

Sera compté double le temps pendant lequel les membres du clergé rétribués par le Trésor public ont été emprisonnés ou déportés *pour motif patriotique* ou pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

III. — Intercaler la disposition suivante :

« L'article 11 de la loi du 21 juillet 1844 est remplacé par la disposition suivante :

» ART. 11. — La moyenne est limitée à une fraction de traitement

AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE MIDDENAFDEELING.

EERSTE ARTIKEL.

I. — De aan littera A van artikel 6 der wet van 21 Juli 1844 toe te voegen bepaling te wijzigen als volgt :

Wordt dubbel gerekend de tijd, gedurende denwelken de magistraten, ambtenaren en bedienden werden gevangen gehouden of weggevoerd *wegens vaderlandsliefde* of wegens weigering om, in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening hunner bediening, aan de bevelen der Duitsche overheid te gehoorzamen.

II. — De aan het eerste lid van artikel 22 der wet van 21 Juli 1844 toe te voegen bepaling te wijzigen als volgt :

Wordt dubbel gerekend de tijd, gedurende denwelken de door de Openbare Schatkist bezoldigde leden der geestelijkheid werden gevangengehouden of weggevoerd *wegens vaderlandsliefde* of wegens weigering om, in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening hunner bediening, aan de bevelen der Duitsche overheid te gehoorzamen.

III. — De navolgende bepaling in te voegen :

« Artikel 11 der wet van 21 Juli 1844 wordt vervangen door de volgende bepaling :

» ART. 11. — Het gemiddeld cijfer wordt beperkt tot eene breuk van de

réel, à l'exclusion de toute indemnité, pour la pension des membres du corps diplomatique et du corps consulaire, ainsi que pour la pension des autres agents du service extérieur ressortissant au Ministère des Affaires étrangères :

» Cette fraction est fixée :

» 1^o aux $\frac{2}{3}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 30,000 francs, pour les Ambassadeurs et les Envoyés extraordinaires et Ministres plénipotentiaires de 1^{re} classe;

» 2^o aux $\frac{3}{4}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 26,000 francs, pour les Envoyés extraordinaires et Ministres plénipotentiaires de 2^e classe et les Consuls généraux;

» 3^o aux $\frac{4}{5}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 22,000 francs, pour les Conseillers de Légation;

» 4^o aux $\frac{5}{6}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 18,000 francs, pour les Consuls;

» 5^o aux $\frac{6}{7}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 15,000 francs, pour les premiers drogmans et premiers interprètes, les secrétaires de légation de 1^{re} classe, les chanceliers, les drogmans et les interprètes;

» 6^o aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 12,000 francs, pour les vice-consuls;

» 7^o aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 10,000 francs, pour les secrétaires de légation de 2^e classe;

» 8^o aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 8,000 francs, pour les attachés, les élèves et inter-

werkelijke wedde, met uitsluiting van elke vergoeding, voor het pensioen der leden van het diplomatiek korps en van het consulaire korps, alsmede voor het pensioen van de overige ambtenaren van den buitendienst, behoorende tot het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

» Deze breuk wordt bepaald :

» 1^o Op $\frac{2}{3}$ van de werkelijke wedde, zonder 30,000 frank te mogen overschrijden, voor de Gezanten, de Buitengewone Gezanten en Gevolmachtigde Ministers, 1^e klasse;

» 2^o Op $\frac{3}{4}$ van de werkelijke wedde, zonder 26,000 frank te mogen overschrijden, voor de Buitengewone Gezanten en Gevolmachtigde Ministers, 2^e klasse, en de Consuls-generaal;

» 3^o Op $\frac{4}{5}$ van de werkelijke wedde, zonder 22,000 frank te mogen overschrijden, voor de Gezantschapsraden;

» 4^o Op $\frac{5}{6}$ van de werkelijke wedde, zonder 18,000 frank te mogen overschrijden, voor de Consuls;

» 5^o Op $\frac{6}{7}$ van de werkelijke wedde, zonder 15,000 frank te mogen overschrijden, voor de eerste dragomans en de eerste tolken, de gezantschapssecretarissen 1^e klasse, de kanseliers, de dragomans en de tolken;

» 6^o Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 12,000 frank te mogen overschrijden, voor de vice-consuls;

» 7^o Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 10,000 frank te mogen overschrijden, voor de gezantschapssecretarissen 2^e klasse;

» 8^o Op $\frac{7}{8}$ van de werkelijke wedde, zonder 8,000 frank te mogen overschrijden, voor de attachés, de

prêtes, les commis de chancellerie et les chanceliers adjoints.

» *Si, au cours des cinq dernières années, l'agent a occupé des grades différents, le traitement moyen est déterminé en ayant égard à la limitation établie ci-dessus pour chacun de ces grades.* »

ART. 4.

Compléter l'article comme suit :

« *Le traitement fictif au 31 décembre 1918 sera substitué à tout traitement inférieur touché après cette date, dans les mêmes fonctions.* »

« *Les traitements d'attente seront révisés d'après les mêmes règles que les pensions civiles.* »

ART. 9.

I. — Supprimer les mots : « Supplément pour chaque enfant au-delà de trois : 200 francs, et ajouter à la fin de l'alinéa les mots : *Supplément pour chaque enfant : 200 francs.*

II. — Modifier comme suit l'alinéa premier :

L'article 1^{er} de la loi du 27 mai 1870 relative à la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée est remplacé par la disposition suivante :

« *Les revenus de la caisse des veuves et orphelins établis pour les officiers de l'armée et les fonctionnaires militaires par l'arrêté du*

leerlingen tolken, de kanselarijklereken en de adjunct-kanseliers.

» *Heeft de agent, in den loop der laatste vijf jaren, onderscheidene gradeu bekleed, dan wordt de gemiddelde wedde bepaald met inachtneming der hierboven voor elk dezer graden vastgestelde beperking.* »

ART. 4.

Het artikel aan te vullen als volgt :

« *De denkbeeldige wedde op 31 December 1918 wordt in de plaats gesteld van elke lagere wedde opgetrokken na dien datum in hetzelfde ambt.* »

« *De wachtgeldten worden herzien naar dezelfde regelen als de burgerlijke pensioenen.* »

ART. 9.

I. — De woorden : « Aanvullende som voor ieder kind boven drie : 200 frank » te doen wegvallen en, aan het slot, de volgende woorden toe te voegen : « *Aanvullende som voor elk kind : 200 frank.* »

II. — Het eerste lid te wijzigen als volgt :

Artikel 1 der wet van 27 Mei 1870 betreffende de kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger wordt door de volgende bepaling vervangen :

« *De inkomsten der kas voor weduwen en weezen, voor de officieren van het leger en de militaire ambtenaren ingesteld bij besluit van*

prince souverain des Pays-Bas, en date du 14 janvier 1815, seront déterminés par arrêté royal ».

III. — Remplacer comme suit les deux derniers alinéas :

Les pensions, les suppléments de pension et les secours qui seront liquidés au profit des femmes et des enfants d'officiers en activité de service lors de la mise en vigueur de la présente loi, seront augmentés sur les mêmes bases, à raison du grade occupé au 1^{er} octobre 1919 et en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant la date précitée et augmenté de 12 ans par rapport à celui écoulé depuis lors jusqu'au décès ou la retraite.

Les parts de secours qui seront liquidées au profit des femmes de gendarmes en activité de service lors de la mise en vigueur de la présente loi, seront augmentées comme il est dit ci-dessus, en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant le 1^{er} octobre 1919 par rapport à celui écoulé depuis lors jusqu'au décès ou jusqu'à la retraite.

den Prins Souverein der Nederlanden, gedagteekend 14 Januari 1815, worden bij koninklijk besluit bepaald ».

III. — Het voorlaatste en het laatste lid te vervangen door den volgende tekst :

De pensioenen, de aanvullende pensioenen en de hulpgelden, die uitgekeerd worden ten behoeve van de vrouwen en kinderen van officieren in werkelijken dienst bij de inwerkingtreding dezer wet, worden naar dezelfde grondslagen verhoogd wegens den graad, op 1 October 1919 bekleed, en naar verhouding van den tijd der bijdragen in de kas, vóór gemelden datum verloop en met 12 jaar vermeerderd in verband met dengenen sedert dien verloop tot op het overlijden of het op pensioen stellen.

De aandeelen van hulpgelden, uit te keeren ten behoeve van de vrouwen der gendarmen in werkelijken dienst bij de inwerkingtreding dezer wet, worden verhoogd zooals hierboven is bepaald, naar verhouding van den tijd der bijdrage in de kas, vóór 1 October 1919 verloop, in verband met dengenen sedert dien verloop tot op het overlijden het op pensioen stellen.

